

Compte rendu de séance

Séance du 27 Novembre 2021

L'an 2021 et le 27 Novembre à 09 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle des associations sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : FLORIOT Anne-Marie, OBART-MICHELET Annick, RAOULT Clarisse, RELION Marie-Chantal, MM : CHAMPAGNE Pierre, CONTAUX Jean-Benoît, DEROUSSENT Philippe, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane

Excusé(s) ayant donné procuration : M. GANDON Gérard à M. HEITZ Laurent

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 12
- Présents : 11

Date de la convocation : 19/11/2021

Date d'affichage : 19/11/2021

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne-Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2021 - 2021-053
ETAT D'ASSIETTE 2022 - 2021-054
PETITES VILLES DE DEMAIN : GROUPEMENT DE COMMANDE BUREAU D'ETUDES
- 2021-055
PETITES VILLES DE DEMAIN : OPAH PROGRAMME 2022-2024 : VERSEMENT
SUBVENTIONS - 2021-056
ADHESION "PETITES CITES DE CARACTERE" - 2021-057
PROJET TRAVAUX GROUPE SCOLAIRE - 2021-058
TARIFS DE LOCATION DES LOGEMENTS COMMUNAUX - 2021-059
CONVENTION GESTION DU DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT AVEC LE CENTRE DE
GESTION - 2021-060
ADMISSION EN NON VALEUR BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT - 2021-061
DESIGNATION DE 3 MEMBRES POUR L'ASSOCIATION FONCIERE DE LAMARCHE - 2021-
062
ADHESION DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF - 2021-063
ADHESION DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE POUR L'INFORMATISATION
COMMUNALE - 2021-064

Avant la séance, Mmes Mahaut COLNET et Ingrid COLNET, Cheffes de projet de Lamarche et Darney, ont présenté le dossier « Petites Villes de Demain » au conseil municipal.

APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2021 -réf : 2021-053

Monsieur le Maire propose au vote l'approbation du procès-verbal du 25 septembre 2021 et demande s'il y a des remarques.

Le procès-verbal de la séance du 25 septembre 2021 est adopté.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ETAT D'ASSIETTE 2022 -réf : 2021-054

Le Conseil Municipal de Lamarche,

Refuse l'ajout des parcelles 75 et 76b et accepte en totalité le reste de la proposition d'état d'assiette 2022 faite par l'ONF en application de l'aménagement forestier.

Fixe comme suit la destination des coupes des parcelles figurant à l'état d'assiette 2022 :

- Vente des grumes façonnées des parcelles 5r, 7, 10a, 12, 14a, 21, 33r, 46r, 49r, 50, 52a, 57r, 60r et produits accidentels au cours de la campagne 2022-2023,
- Vente des houppiers et petits bois façonnés des parcelles 5r, 7, 10a, 12, 14a, 21, 33r, 46r, 49r, 50, 52a, 57r, 60r au cours de la campagne 2022-2023,
- Vente des houppiers et petits bois des produits accidentels sur pied à l'unité de produit.

Le conseil municipal :

- Laisse à l'ONF le soin de fixer les découpes dimensionnelles,
- Décide de répartir l'affouage par feu,
- Désigne comme garants responsables : Mrs CONTAUX Jean-Benoît, CHAMPAGNE Pierre, VAGNÉ Daniel
- Fixe le délai unique d'exploitation, façonnage et vidange des bois partagés en affouage au 31/10/2023,
- Fixe le montant de la taxe affouagère (montant forfaitaire) à 120 €.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

PETITES VILLES DE DEMAIN : GROUPEMENT DE COMMANDE BUREAU D'ETUDES

-réf : 2021-055

Sur invitation de Monsieur le Maire, Mahaut COLNET, Cheffe de projet Bourg-Centre - Petites Villes de Demain, présente l'opportunité de créer un groupement de commandes Lamarche / Monthureux-sur-Saône visant le recrutement d'un Bureau d'études en vue de réaliser l'étude stratégique de revitalisation du bourg-centre.

Les Communes de Lamarche et Monthureux-sur-Saône sont labellisées *Petites Villes de Demain* et adhèrent au programme national à travers la Convention établie en date du 27 octobre 2021, avec les partenaires suivants : Etat, Agence Nationale de Cohésion des Territoires - Banque des Territoires, Conseil Régional Grand Est, Conseil Départemental des Vosges.

Retenue dans le cadre de l'appel à projets conjointement lancé en 2017 par l'Etat et le Conseil Départemental des Vosges, la Commune de Darney a confié la réalisation de l'étude stratégique de son bourg-centre à un groupement d'urbanistes ; cette étude a été réalisée d'avril 2019 à janvier 2021. La Commune de Darney dispose donc aujourd'hui d'un plan-guide lui indiquant la feuille de route à suivre pour reconquérir son attractivité et se trouve désormais en phase opérationnelle.

Entrant en phase de réflexion quant à l'avenir de leurs bourgs-centres respectifs, les Communes de Lamarche et Monthureux-sur-Saône doivent se doter d'une stratégie de revitalisation. **Si chacune des stratégies adoptées sera propre à chacun des deux bourgs, identifiant les ressources et points faibles de l'un et de l'autre, il n'en demeure pas moins que les deux stratégies devront pouvoir s'articuler ensemble, notamment en mettant en exergue les complémentarités entre Lamarche et Monthureux-sur-Saône, mais aussi Darney.** L'enjeu est ici intercommunal, puisque la cohérence des stratégies développées favorisera la lisibilité du récit territorial qui devra renforcer la coopération entre les trois bourgs-centres du territoire de la Communauté de Communes *Les Vosges Côté Sud-Ouest*.

Dans cette optique, Monsieur le Maire propose la constitution d'un Groupement de commandes entre les Communes de Lamarche et Monthureux-sur-Saône, conformément aux dispositions du Code de la Commande publique et du Code Général des Collectivités territoriales, afin que le prestataire recruté, conduise une étude à deux échelles :

- à l'échelle communale afin de déterminer le projet de revitalisation pour la Commune,
- à l'échelle du territoire intercommunal afin d'identifier les complémentarités entre les trois Bourgs-centres de la Communauté de Communes *Les Vosges Côté Sud-Ouest*.

Permettant de mutualiser les prestations intellectuelles d'un Bureau d'études chargé de l'étude pré-opérationnelle de revitalisation des deux bourgs-centres, le groupement de commande intervient uniquement lors de la passation du marché public après quoi, l'exécution du marché public demeure de la compétence de chaque commune membre du groupement. Les missions du Bureau d'études titulaire sont les suivantes :

- **Mission n°1** : Présentation / photographie du territoire et analyse de son fonctionnement
- **Mission n°2** : Esquisse d'une vision attractive de revitalisation des bourgs-centres
- **Mission n°3** : Elaboration de deux stratégies de revitalisation complémentaires à court, moyen, long termes, hiérarchisation et mise en perspective avec les besoins locaux
- **Mission n°4** : Programmation des actions, identification des outils, des acteurs, des financements et des partenaires et accompagnement à la réalisation du projet du bourg-centre

Afin d'assurer la passation du marché public dans les meilleures conditions, le coordonnateur du groupement, en la personne du Maire de la Commune de Monthureux-sur-Saône, effectue l'ensemble de la procédure de passation des marchés publics et, à ce titre, est chargé de faire respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à l'ensemble des actes et opérations matériels et juridiques, nécessaires à l'accomplissement des formalités de publicité, de mise en concurrence et de sélection afférentes à la procédure retenue et nécessaire à la réalisation de l'objet du groupement de commandes défini à l'article premier de la convention. En ce sens, le coordonnateur est accompagné par les services de sa Commune et par les services administratifs de la Commune de Lamarche.

La Convention constitutive prévoit les règles du groupement de commandes Lamarche / Monthureux-sur-Saône.

Dans ce contexte, il est arrêté ce qui suit :

Le présent groupement de commandes est constitué des communes suivantes :

Commune de LAMARCHE

Mairie, 19B Rue du Colonel Renard,
88320 Lamarche

Commune de MONTHUREUX-SUR-SAONE

Mairie, 10 Rue de L'Hôtel de ville
88410, Monthureux-sur-Saône

Ces personnes publiques sont soumises aux dispositions du Code de la Commande Publique et du Code Général des Collectivités territoriales.

Ce groupement résulte d'une initiative de ces deux communes et n'est pas soumis au contrôle d'un tiers.

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) du Groupement de commandes sera une Commission d'Appel d'Offres *ad hoc*. Les membres de la Commission D'Appel d'Offres du Groupement de commandes émettront un avis pour le recrutement du Bureau d'études. Le Maire de Monthureux-sur-Saône ou son représentant, en tant que coordonnateur, préside la Commission. Le Maire de Lamarche ou son représentant, fait partie d'office de la Commission du Groupement. Il convient d'élire parmi les membres à voix délibérative de la Commission d'Appel d'Offres à caractère permanent de Lamarche, un membre titulaire qui siègera à la Commission du Groupement ainsi qu'un suppléant. La Commune de Monthureux-sur-Saône fera de même.

- Considérant l'intérêt d'adhérer à ce groupement de commandes et après avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité
- DECIDE d'adhérer au groupement de commandes comme ci-dessus développé,
- APPROUVE la convention constitutive du groupement de commandes désignant Monsieur le Maire de Monthureux-sur-Saône comme coordonnateur du groupement et l'habilitant à signer, notifier et exécuter les marchés selon les modalités fixées par ladite convention,
- AUTORISE le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes, ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

PETITES VILLES DE DEMAIN : OPAH PROGRAMME 2022-2024 : VERSEMENT SUBVENTIONS -réf : 2021-056

A l'invitation de Monsieur Le Maire, Mahaut COLNET, Cheffe de projet *Bourg-Centre - Petites Villes de Demain*, présente l'OPAH 2022-2024 qui prévoit notamment le versement de subventions municipales aux propriétaires bailleurs.

Jusqu'à la fusion des trois intercommunalités du sud-ouest vosgien réalisé au 1^{er} janvier 2017, les trois anciennes Communautés de Communes formant aujourd'hui la Communauté de Communes *Les Vosges Côté Sud-Ouest* (CCVCSO) ont chacune porté des dispositifs de type « Programme d'Intérêt Général » (PIG), visant deux thématiques principales : l'amélioration énergétique et l'adaptation des logements, puis le traitement de l'habitat indigne et dégradé à partir de 2016. Ces dispositifs ont été poursuivis de 2017 à 2021 par la CCVCSO.

Pour le nouveau programme d'aides, la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest a décidé, en concertation avec les partenaires (Etat, ANAH départementale), de mettre en place une **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat** (OPAH) sur une durée de trois ans (2022-2024) afin de :

- accompagner les **propriétaires occupants** dans la transition énergétique de l'habitat,
- favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap,
- encourager les projets couplant le maintien à domicile et l'amélioration énergétique,
- résorber les situations d'habitat indigne et très dégradé

Les aides de l'Anah devraient ainsi permettre, au cours des trois prochaines années, la réhabilitation de **130** logements dont **126** occupés par leur propriétaire.

Un cinquième volet expérimental vient s'ajouter concernant les **propriétaires bailleurs** qui souhaiteraient rénover des bâtis destinés à la location dans l'une des trois Communes labellisées *Petites Villes de Demain* : Darney, Lamarche et Monthureux-sur-Saône.

Il est proposé de retenir **2 logements locatifs par an à partir de la deuxième année opérationnelle uniquement sur l'ensemble de ces trois communes**, de façon à communiquer sur les dispositifs la première année. Le but de ce cinquième volet permettrait de participer au développement d'une offre locative de qualité dans les centralités du territoire intercommunal. Il est donc proposé aux trois communes bourgs-centres du territoire de mettre en place des aides complémentaires aux aides de l'ANAH selon les critères suivants :

- Une aide à hauteur de **10% du montant HT des travaux éligibles Anah, dans la limite de 5.000€** pour les projets de travaux lourds,
- Une aide à hauteur de **10% du montant HT des travaux éligibles Anah, dans la limite de 3.000€** pour les projets de rénovation énergétique, ou de logements en dégradation moyenne (avec prime *Habiter Mieux*).

Dans ce cadre, l'aide sera cofinancée par la CCVCSO et les communes centres éligibles selon la répartition suivante : **80% CCVCSO et 20% centralités**. Concrètement, la Commune de Lamarche devra prévoir à son budget annuel **1 600,00€** pour l'année 2023 ainsi que la même somme en 2024. Monsieur le Maire précise que les 4 projets de travaux ne se concentreront pas obligatoirement à Lamarche. Lamarche est susceptible d'en voir apparaître un seul ou aucun.

Ainsi et d'une manière générale, l'OPAH vise à promouvoir un niveau de qualité des logements améliorés, compétitifs par rapport à la construction neuve, ainsi qu'à favoriser une réutilisation durable du bâti ancien. Elle participera à l'économie du territoire (répondre au problème de recrutement des entreprises, permettre de nouveaux marchés), permettra l'achat de bâtiments vacants sur la Commune, assurera le maintien de la population et facilitera l'accueil de nouveaux ménages qui concourront au maintien des services et des commerces. Monsieur le Maire propose aux Membres du Conseil Municipal de s'associer à l'OPAH qui ne pourra que participer à la revitalisation du bourg-centre. Cette aide municipale est en effet surtout destinée à convaincre des investisseurs immobiliers à acquérir des bâtiments dégradés et à s'engager dans les réhabilitations lourdes dont le bâti lamarchois a besoin aujourd'hui.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de :

- ACCEPTER le principe de participer au co-financement des opérations d'amélioration de l'habitat portées par les propriétaires bailleurs,
- PREND CONNAISSANCE du montant à réserver au budget primitif, sous forme de subventions aux particuliers, pour soutenir ces projets, ce montant global s'élevant à 1.600,00€ pour l'année 2023 et 1.600,00€ pour l'année 2024,
- AUTORISE Monsieur le Maire à réaliser tous les actes nécessaires relatifs à la mise en place de ces aides en faveur de la rénovation de l'habitat à Lamarche.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION "PETITES CITES DE CARACTERE" -réf : 2021-057

Sur invitation de Monsieur Le Maire, Mahaut COLNET, Cheffe de projet *Bourgs-Centres - Petites Villes de Demain*, présente la marque *Petites Cités de Caractère*.

Né en Bretagne au milieu des années 1970, la marque *Petites Cités de Caractère*, portée par l'association du même nom, valorise les communes atypiques, à la fois rurales par leur implantation, leur faible population, et urbaines par leur histoire, leur patrimoine de qualité. Implantées dans des sites naturels d'exception, ces petites villes étaient autrefois des centres religieux, politiques, militaires ou commerciaux. Après les révolutions industrielles de la France, elles ont vu leurs fonctions urbaines se réduire. Au fil du temps, elles ont perdu une grande partie de leur population et par là même, les moyens financiers nécessaires pour entretenir leur héritage.

Marque protégée et déposée auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI) et de l'Office de l'Union Européenne pour la Propriété Intellectuelle (EUIPO), le projet *Petites Cités de Caractère* consiste, dans les communes, à fédérer les différents acteurs autour d'un objectif : **la sauvegarde et la valorisation du patrimoine comme levier de développement des territoires**. Dans le cadre de la marque, le patrimoine en tant que moteur d'intégration et de lien social, permet **de redynamiser économiquement ces cités, en se basant sur leurs fonctions de centralité, en développant le tourisme culturel et patrimonial tout au long de l'année, autour d'une stratégie de développement touristique**.

En adhérant à la marque, la Commune devient **membre des Réseaux *Petites Cités de Caractère***.

- La première mission des réseaux est **d'accompagner les acteurs publics et privés des *Petites Cités de Caractère* dans la connaissance de leur patrimoine ou pour des travaux qu'ils souhaitent engager**. Cet accompagnement peut prendre plusieurs formes : outils et guides méthodologiques, assistance architecturale (pour accompagner des projets publics ou privés, réaliser des diagnostics, mener des actions de sensibilisation auprès des habitants...) ou encore mise en place d'un Programme d'Aménagement du Patrimoine (PAP) au niveau de la municipalité.
- La deuxième mission des réseaux consiste, aux côtés des acteurs du tourisme et par une mutualisation de moyens, **à animer et promouvoir le patrimoine des cités**. Les actions conduites doivent s'inscrire dans le champ du **tourisme expérientiel** où le touriste cherche le sentiment de vivre une expérience personnelle gratifiante, autour de la **rencontre** et dans une approche du **tourisme lent** incitant les personnes à prendre le temps de découvrir une destination, d'apprécier les patrimoines et paysages, en privilégiant des destinations proches et des modes de déplacements doux.
- Etant une Marque de référence et incontournable dans l'offre touristique patrimoniale, adhérer aux Réseaux *Petites Cités de Caractère* octroie au bourg, une **visibilité** à l'échelle nationale, régionale et départementale.

Pour devenir *Petite Cité de Caractère*, la Commune doit répondre à des **critères préalables d'admission inscrits dans la Charte de qualité *Petites Cités de Caractère*** :

- être soumise à une protection au titre des Monuments historiques, ou d'un Site Patrimonial Remarquable,
- compter moins de 6 000 habitants à la date de la demande d'adhésion dans la Commune, dans la Commune déléguée d'une commune nouvelle ou dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable,

- avoir un bâti suffisamment dense pour lui donner l'aspect d'une cité, détenir un patrimoine architectural de qualité et homogène témoin de son histoire, avoir exercé et/ou exercer des fonctions urbaines de centralité,
- avoir un programme pluriannuel de restauration et de réhabilitation du patrimoine bâti et de mise en valeur des patrimoines matériels et immatériels,
- s'inscrire dans la stratégie de développement touristique de son territoire.

Suite à une mission régionale menée en lien étroit avec les services de la Région et de l'Etat, **Lamarche avait déjà été identifiée en juin 2020, comme répondant à un certain nombre des critères d'éligibilité** de la marque nationale *Petites Cités de Caractère*.

Pour être et rester *Petite Cité de Caractère*, la Commune doit **s'engager** à :

- mener une politique active en faveur de l'entretien, de la restauration et de la mise en valeur du patrimoine public et privé,
- agir en faveur de l'embellissement et de la requalification des espaces publics et conformément aux exigences du site et à sa typologie,
- œuvrer en faveur de l'accueil du public,
- favoriser en permanence l'animation de la cité,
- participer à la vie du réseau,
- veiller, dans la mise en œuvre de tous ses engagements, à mettre en pratiques les principes liés à l'expression des droits culturels et au développement durable.

La mise en œuvre des engagements relève d'un exercice qualitatif en continu, qui engage la Commune à fédérer les différents acteurs dans une démarche de projet.

Monsieur le Maire ajoute que le tarif annuel de l'adhésion à la marque Petites Cités de Caractère est de 1.24Euros par habitants par an ainsi que 200Euros par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, à la majorité :

- **DECIDE** l'adhésion de la Commune de Lamarche à la Marque *Petites Cités de Caractère* ;
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à procéder à toutes les démarches administratives en ce sens.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

PROJET TRAVAUX GROUPE SCOLAIRE -réf : 2021-058

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes détient la compétence "construction, entretien et fonctionnement des équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire"

Considérant l'article L 5216-16 VI du CGCT "des fonds de concours peuvent être versée entre la Communauté de Communes membres après accords du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés et obligatoirement acté par délibérations.

En application de la décision du Conseil Communautaire "accord sur la participation financière de la commune aux investissements réalisés dans les écoles" soit 50 % de la dépense HT.

Vu le programme de travaux consistant en la réfection des préaux, de la BCD et de la salle de motricité au Groupe Scolaire de LAMARCHE, pour un montant prévisionnel de 431 936 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à la majorité,

APPROUVE la sollicitation des fonds de concours de la Communauté de Communes à hauteur de 50 % pour le programme de travaux.

S'ENGAGE à verser à la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest le montant de sa participation, dès que la demande lui en sera faite

PRECISE que le montant de la participation de la commune s'étalera par moitié sur deux budgets.

A la majorité (pour : 9 contre : 2 abstentions : 1)

TARIFS DE LOCATION DES LOGEMENTS COMMUNAUX -réf : 2021-059

Sur proposition de Mr le Maire, le conseil municipal fixe les tarifs de location des logements communaux à compter du 1er décembre 2021 comme suit :

GROUPE SCOLAIRE :

- Logement n°1: 170.00 €
- Logement n°2 : 350.00 €
- Logement n°3 : 350.00 €
- Logement n°5 : 400.00 €

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

CONVENTION GESTION DU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT AVEC LE CENTRE DE GESTION -réf : 2021-060

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément au décret n° 2020-256 du 13/03/2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique, toute autorité territoriale, depuis le 1^{er} mai 2020, a l'obligation de mettre en place ce dispositif au sein de sa collectivité ou de son établissement public.

Le centre de gestion des Vosges (CDG 88) propose aux collectivités de gérer pour leur compte ce dispositif de signalement par voie de convention.

La mission proposée par le CDG 88 permettra ainsi pour les collectivités signataires de disposer :

- d'une plateforme dédiée permettant de recueillir les signalements des agents, dans un cadre de confiance, neutre, impartial et indépendant, et respectueux de la demande d'anonymat ;
- d'une équipe d'experts ;
- d'un accompagnement individualisé et personnalisé ;

dans le respect de la réglementation RGPD.

Monsieur le Maire, donne lecture au conseil municipal, du projet de convention du CDG88

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : De conventionner avec le Centre de Gestion des Vosges et autorise Monsieur Le Maire à

signer tous les documents se rapportant à cette convention.

Article 2 : Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

Article 3 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ADMISSION EN NON VALEUR BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT -réf : 2021-061

Les services de la trésorerie ont communiqué un état de titres irrécouvrables.

Monsieur le Trésorier y expose qu'il n'a pu procéder au recouvrement des titres de recettes suite à une décision d'effacement des dettes suite à une procédure de surendettement.

La proposition d'extinction de créances concerne les exercices 2017 et 2018

Les créances concernées seront imputées en dépense au compte 6542 intitulé « Créances éteintes », sur le budget eau.

Contrairement à l'admission en non-valeur, cette opération éteint définitivement la dette du redevable.

Les procédures permettant la récupération des sommes en cause sont donc stoppées.

Le montant des créances qui doivent être éteintes à ce jour s'élève à : 382.08 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Il est demandé à la présente assemblée de se prononcer sur l'extinction de créances.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Le conseil municipal décide

Article 1er : D'éteindre les créances figurant dans le corps de la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

A la majorité (pour : 3 contre : 0 abstentions : 9)

DESIGNATION DE 3 MEMBRES POUR L'ASSOCIATION FONCIERE DE LAMARCHE -réf : 2021-062

Monsieur le Maire explique au conseil municipal que l'association foncière de remembrement de Lamarche doit procéder au renouvellement de ses membres.

Six membres sont désignés par moitié par le conseil municipal et par moitié par la chambre d'agriculture des Vosges.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, désigne trois membres soit :

- CONTAUX Jean-Benoît
- SENESSION Laurent
- MERLIN Philippe

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL

D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -réf : 2021-063

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal du courrier de Mr le Président du Syndicat Mixte pour l'Assainissement Non Collectif, invitant le conseil municipal à se prononcer sur :

- Les demandes d'adhésions de 2 collectivités à la compétence à la carte n° 1 " réhabilitation " soit :
 - Les Thons
 - Greux
- Les demandes d'adhésion de 2 collectivités à la compétence à la carte n°2 " entretien " soit :
 - Les Thons
 - Greux

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte les demandes d'adhésions des collectivités précitées.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE POUR L'INFORMATISATION COMMUNALE -réf : 2021-064

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal du courrier de Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour l'Informatisation Communale dans le Département des Vosges, invitant le conseil municipal à se prononcer sur :

La demande d'adhésion présentée par le Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de l'Agglomération Romarimontaine.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, se prononce, pour l'adhésion de la collectivité précitée.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à : 11 :52

En mairie, le 01/12/2021
Le Maire, Daniel VAGNE